

National Report on the implementation of the Programme of Action on small arms and light weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI)

Côte d'Ivoire
French
SUBMITTED

Chapitre 1 : Structure de coordination nationale

Sources	Question	Oui	Non	En cours de réalisation
Organe/mécanisme national de coordination				
Programme d'action II.4	<p>1.1 Votre pays a-t-il créé un organe ou un mécanisme national de coordination ou un autre organe dont les tâches essentielles incluent le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2]</p> <p>a) Nonm de l'organe ou du mécanisme:</p> <p>Commission nationale de lutte contre la Prolifération et la circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre (ComNat-ALPC CIV)</p> <p>b) Adresse:</p> <p>28 BP 1489 Abidjan 28, Deux plateaux Rue L70, 7eme tranche</p> <p>c) Coordonnées:</p> <p>[M./Mme]</p> <p>i) Point de contact</p> <p>DJOKOUEHI Léon, Contrôleur Général de Police, Président ; Marie Fatim DIOMANDE MEITE, Secrétaire Exécutif</p> <p>ii) Numéro(s) de téléphone</p> <p>+225 27 22 52 91 91</p> <p>iii) Adresse électronique</p> <p>ldjokouehi@yahoo.fr ; marie_fatim@hotmail.com</p> <p>d) Composition</p> <p>i) Nombre d'hommes</p> <p>29</p> <p>ii) Nonmbre de femmes</p> <p>12</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de contact au niveau national				
Programme d'action II.5 et 24	<p>1.2 Votre pays a-t-il désigné un point de contact au niveau national chargé de faire la liaison pour les questions liées à l'application du Programme d'action ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2.3]</p> <p>1.2.1 Coordonnées:</p> <p>[M./Mme.]</p> <p>a) Nonm</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DJOKOUEHI Léon, Contrôleur Général de Police, Président ; Marie Fatim
DIOMANDE MEITE, Secrétaire Exécutif

b) Institution ou organisme

Commission nationale de lutte contre la Prolifération et la circulation illicite des
Armes Légères et de Petit Calibre (ComNat-ALPC CIV)

c) Adresse

28 BP 1489 Abidjan 28, Deux plateaux Rue L70, 7eme tranche

d) Numéro(s) de téléphone

+225 27 22 52 91 91

e) Adresse électronique

ldjokouehi@yahoo.fr ; marie_fatim@hotmail.com

Instrument de traçage 25	1.2.2 Le point de contact au niveau national désigné ci-dessus est-il aussi chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 25	1.2.3 Si la réponse à la question 1.2.2 est «Nonn», votre pays dispose-t-il d'un point de contact chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans l'affirmative, veuillez préciser:

[M./Mme.]

a) Nonm

DJOKOUEHI Léon, Contrôleur Général de Police, Président ; Marie Fatim
DIOMANDE MEITE, Secrétaire Exécutif

b) Institution ou organisme

Commission nationale de lutte contre la Prolifération et la circulation illicite
des Armes Légères et de Petit Calibre (ComNat-ALPC CIV)

c) Adresse

28 BP 1489 Abidjan 28, Deux plateaux Rue L70, 7eme tranche

d) Numéro(s) de téléphone

+225 27 22 52 91 91

e) Adresse électronique

ldjokouehi@yahoo.fr ; marie_fatim@hotmail.com

Plan d'action national

Document final RevCon3 II.A.5.60	1.3 Votre pays dispose-t-il d'un plan d'action national sur les ALPC? [Dans l'affirmative, joindre ce plan en pièce jointe – télécharger]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

Objectifs nationaux

1.4 Votre pays a-t-il fixé des objectifs nationaux concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage? [Exemples d'objectifs nationaux]

1.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

Marquer toutes les armes des Forces et des civils; Enregistrer les armes; mettre en place une base de données centralisée.

Année cible

2024

Chapitre 2 : Fabrication

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
	2.1 Des ALPC sont-elles fabriquées dans votre pays ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Programme d'action II.2	2.1.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.1.2]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.1.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent la fabrication d'ALPC dans votre pays.		
	2.1.1.2 Votre pays autorise-t-il la fabrication d'ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.3	2.1.1.3 La fabrication illégale d'ALPC est-elle érigée en infraction pénale dans votre pays ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage lors de la fabrication			
Programme d'action II.7 ; Instrument de traçage 8a	2.2 Votre pays exige-t-il qu'un marquage soit appliqué sur les ALPC au moment de leur fabrication ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.3]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8a	2.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?		
	a) Nonm du fabricant	<input type="checkbox"/>	
	b) Pays de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Année de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Type/modèle d'arme	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Autres renseignements	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Instrument de traçage 10	2.2.2 Sur quelle partie de l'arme le marquage est-il appliqué ? marquage sur culasse par micro percuteur laser		
	2.2.3 Y a-t-il des exceptions à l'obligation de marquage des ALPC au moment de leur fabrication ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	2.2.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :		

Tenue des registres par les fabricants

Programme d'action II.9;				
Instrument de traçage 11	2.3 Votre pays exige-t-il des fabricants qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.4.4]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Instrument de traçage 12a	2.3.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)			
	a) Quantité d'ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	b) Type ou modèle d'ALPC fabriqué	<input type="checkbox"/>		
	c) Marquage appliqué aux ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	d) Opérations (par exemple: vente d'ALPC fabriquées et marquées)	<input type="checkbox"/>		
	e) Autres :	<input type="checkbox"/>		
	[Veuillez préciser]			
Instrument de traçage 12a	2.3.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de fabrication ? [Veuillez préciser]			
Mesures prises pendant la période considérée				
Programme d'action II.6	2.4 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui fabriquent illégalement des ALPC (ex: fabrication artisanale par exemple)? Dans la négative, veuillez passer à la question 2.5]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	2.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (ex: lancement de poursuites)			
Assistance internationale				
Programme d'action III.6	2.5 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives concernant la fabrication d'ALPC? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	2.5.1 Dans l'affirmative, de quel type d'assistance avez-vous besoin ? Projet d'étude sur l'identification et le recensement des fabricants traditionnels d'armes et munitions; Projet d'étude sur la circulation d'armes en zone frontalière			
	2.5.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Chapitre 3 : Transferts internationaux

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.2 et 12	3.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II. 11	3.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC La loi 98-749 du 23 décembre 1998 et le Décret n°99-183 du 24 février 1999 portant réglementation des armes légères et munitions (articles 16 à 22 du décret). ces textes sont en cours de révision. un projet d'avant-projet de loi a été élaboré		
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.2 Une personne ou une entité qui transfère des ALPC doit-elle être munie d'une licence ou de toute autre autorisation pour les importer ou les exporter ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.3	3.3 Le commerce d'ALPC sans licence ou sans autorisation, ou d'une manière contrevenant aux termes d'une licence ou d'une autorisation constitue-t-il une infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.4 Quels documents votre pays exige-t-il pour autoriser l'exportation d'ALPC vers un autre pays ?		
Programme d'action II.12	a) Un certificat d'utilisation finale du pays importateur [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.4 b]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	i) Quels éléments figurent sur le certificat d'utilisation finale de votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	1) Description détaillée (type, quantité, caractéristiques) des ALPC ou de la technologie	<input type="checkbox"/>	
	2) Numéro de contrat ou référence et date de la commande	<input type="checkbox"/>	
	3) Pays de destination finale	<input type="checkbox"/>	
	4) Description de l'utilisation finale des ALPC	<input type="checkbox"/>	
	5) Renseignements sur l'exportateur (Nom, adresse et Nom de l'entreprise)	<input type="checkbox"/>	
	6) Renseignements sur l'utilisateur final (Nom, titre, adresse et signature originale)	<input type="checkbox"/>	
	7) Renseignements sur d'autres parties participant à l'opération	<input type="checkbox"/>	
	8) Authentification de l'utilisateur final par les autorités publiques compétentes	<input type="checkbox"/>	
	9) Date d'émission	<input type="checkbox"/>	

10) Autres renseignements :

[Veuillez préciser]

b) D'autres documents concernant l'utilisateur final:

N/A

Octroi de licences ou d'autorisations

Programme
d'action II.12

3.5 Votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats d'utilisation finale ou autres documents concernant l'utilisateur final qui lui sont fournis ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.6]

3.5.1 Veuillez préciser:

Vérification aux frontières maritimes et aériennes par les forces ayant reçu une formation à cet effet conformément aux exigences du Traité sur le Commerce des Armes (TCA)

Octroi de licences ou d'autorisations

3.6. Votre pays dispose-t-il de mesures visant à empêcher la réexportation non autorisée, la falsification et l'utilisation abusive de certificats d'utilisation finale ou d'autres types de documents concernant l'utilisateur final ?

Document
final BMS7,
par. 107

3.6.1. Dans l'affirmative, veuillez préciser (notamment les cas de réexportation non autorisée et de non-respect des certificats d'utilisateur final) :

No applicable

Contrôles effectués après la livraison

3.7 Lorsqu'il exporte des ALPC, votre pays exige-t-il un certificat de vérification de livraison attestant que les ALPC ont été livrées à l'utilisateur final voulu ou à l'importateur voulu dans l'État importateur ?

Contrôles effectués après la livraison

3.8 Après l'exportation, votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats de vérification de livraison qui lui sont fournis ?

3.8.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

Contrôles effectués après la livraison

3.9 Lorsqu'il importe des armes, votre pays accorde-t-il au pays exportateur le droit d'effectuer un contrôle physique au point de livraison?

Marquage à l'importation

Instrument de
traçage 8b

3.10 Votre pays exige-t-il que les ALPC importées dans le pays soient marquées au moment de l'importation? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.11]

3.10.1 Qui est responsable du marquage des ALPC ?

Le Fabricant. Toutefois, un marquage complémentaire est effectué par les équipes des Forces à la réception des armes.

3.10.2 Quels sont les renseignements qui figurent sur le marquage à l'importation ? (Cochez les cases correspondantes)

- a) Pays importateur
- b) Année d'importation
- c) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

[Logo de la CEDEAO, le Code Iso\(CI\), l'institution nationale en charge de l'utilisation de l'armes, le code du fabricant, le numéro de série](#)

3.10.3 Y-a-t-il des dérogations à l'obligation de marquage des ALPC ?

3.10.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

3.10.4 Si les ALPC importées ne portent pas de marquage distinctif à leur arrivée, votre pays exige-t-il que le marquage soit apposé à ce moment-là ?

3.10.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

[un marquage complémentaire est effectué par les équipes des Forces à la réception des armes. Le marquage se fait selon la codification arrêtée par la CEDEAO: Logo de la CEDEAO; le code iso du pays \(CI\), l'institution nationale utilisatrice de l'arme, le numéro de série](#)

Conservation des informations

Programme
d'action II.9 ;
Instrument 12

3.11 Votre pays exige-t-il des exportateurs et importateurs d'ALPC qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.12]

3.11.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)

- a) Quantité d'ALPC vendues
- b) Type ou modèle d'ALPC vendu
- c) Marquage figurant sur les ALPC transférées
- d) Opérations
- i) Identité du vendeur/de l'acheteur
- ii) Pays où les ALPC doivent être livrées ou achetées
- iii) Date de livraison
- e) Autres renseignements :

[Veuillez préciser]

[certificat d'exemption](#)

3.11.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de transfert ?

[30 ans](#)

[Veuillez préciser]

Détournement

Document
final RevCon
3

3.12. Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à des transferts internationaux ?

3.12.1 Nonmbre de cas de détournement liés à des transferts internationaux

Document
final BMS7,
par. 23 et 40

3.12.1.1. Veuillez préciser (ex : description des cas, notamment le nombre d'armes détournées ; systèmes nationaux d'échange d'informations interinstitutions) (Il est possible de télécharger des documents annexes au chapitre 10) :

Mesures prises pendant la période considérée

Programme
d'action II.6

3.13 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui transfèrent illégalement des ALPC (ex: des poursuites) ?

3.13.1 Veuillez préciser:

Assistance internationale

Document
final BMS7,
par. 106

3.14. Votre pays souhaite-t-il demander une aide pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives ou améliorer ses capacités d'évaluation des risques, afin d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.1]

3.14.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin?

[Révision des procédures](#) [Elaboration des outils des gestion des imports, transits ou transbordement](#) [Appui a la sensibilisation sur les nouveaux textes législatifs et réglementaires](#)

3.14.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 4 : Courtage

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.14	4.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives régissant le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent le courtage d'ALPC dans votre pays. La loi 98-749 du 23 décembre 1998 et le Décret n°99-183 du 24 février 1999 portant réglementation des armes légères et munitions (articles 16 à 22 du décret).		
	4.1.2 Votre pays exige-t-il l'immatriculation des courtiers en ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.3 Votre pays exige-t-il la délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation pour toute opération de courtage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux , par. 44	4.2. Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.2.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les activités suivantes celles qui sont réglementées quand elles sont entreprises en rapport avec des activités de courtage d'ALPC (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Servir d'intermédiaire ou d'agent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Fournir une assistance technique	<input type="checkbox"/>	
	c) Fournir des services de formation	<input type="checkbox"/>	
	d) Fournir des services de transport	<input type="checkbox"/>	
	e) Fournir des services de fret	<input type="checkbox"/>	
	f) Fournir des services de stockage	<input type="checkbox"/>	
	g) Fournir des services de financement	<input type="checkbox"/>	
	h) Fournir des services d'assurance	<input type="checkbox"/>	
	i) Fournir des services d'entretien	<input type="checkbox"/>	
	j) Fournir des services de sécurité	<input type="checkbox"/>	
	k) Fournir d'autres services :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Mesures prises pendant la période considérée			
Document final RevCon3	4.3 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus se livrant au courtage illicite d'ALPC (ex: lancement de poursuites) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	4.3.1. Details: [if yes]		

II. A.1(c)20

Programme d'action III.6	4.4 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de lois, de règlements ou de procédures administratives sur le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.4.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	Renforcement des capacités, appui à l'identification des courtiers, logiciel de gestion des courtiers		
	4.4.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 5 : Gestion des stocks

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.17	5.1. Votre pays dispose-t-il de Normes et procédures de gestion et de sécurisation des stocks d'ALPC détenus par l'armée, la police ou tout autre organe autorisé ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.17	5.1.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les points suivants ceux qui figurent dans ces Normes et procédures. (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Choix des sites	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Mesures physiques de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Contrôle de l'accès aux stocks	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Inventaire et tenue des registres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Sécurité, comptage et contrôle des ALPC détenues ou transportées par des unités opérationnelles ou du personnel autorisé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Procédures et sanctions en cas de perte ou de vol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.2 Lorsque des stocks sont considérés comme excédentaires, quelles mesures prend votre pays? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Il déclare officiellement l'excédent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Il met les armes hors service	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Il enregistre les type, lot et numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Il stocke les armes séparément	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Il prend d'autres mesures :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.3 Pour l'élimination des stocks en excédent, lesquelles des méthodes ci-après peuvent être utilisées ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Destruction	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Vente à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	c) Don à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	d) Transfert à un autre organisme d'État	<input type="checkbox"/>	

- e) Vente à des civils
- f) Vente ou transfert à des personnes morales (ex: musée, société privée de sécurité, etc.)
- g) Autres :
- [Veuillez préciser]

Détournement

Document final RevCon 3□II.A.1(c)20	5.4 Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à la gestion des stocks nationaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.4.1 Nonmbre de cas de détournement liés à la gestion des stocks		
Document final BMS7, par. 23	5.4.1.1. Veuillez préciser (ex : description des cas, notamment le nombre d'armes détournées ; systèmes nationaux d'échange d'informations interinstitutions) (Il est possible de télécharger des documents annexes au chapitre 10) :		

Mesures prises pendant la période considérée

Programme d'action II.19	5.5 Pendant la période biennale considérée, votre pays a-t-il détruit des stocks en excédent ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.4]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.5.1 Combien d'ALPC ont été détruites ?		
	i) Première année de la période considérée (2020)		
	1707		
	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)		
	4022		
Document final RevCon3 II. A.3(b)46	5.5.2 Avez-vous des exemples de pratiques optimales concernant la destruction (notamment sur les méthodes de destruction [brûler, fondre, couper, écraser, autres : veuillez préciser]) ?		
	Sept (07) machines de découpe des armes sont disponibles pour les opérations de destruction. Des équipes ont été formées au sein des Forces (Armée-Police-Gendarmerie)		

Assistance internationale

Programme d'action II.29 ; III.6	5.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de normes et de procédures concernant la gestion des stocks ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.5]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		

Renforcement des capacités techniques en gestion des stocks d'armes et de munitions
 Renforcement de la sécurité physique des sites de stockage des armes et munitions
 Renforcement des capacités en termes de gestion des informatisée des armes
 Renforcement des capacités pour la mise en place d'un centre multidimensionnel de PSSM

5.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?

Assistance internationale

Programme
 d'action III.6
 et 14

5.7. Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de destruction d'armes ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.1]

5.7.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

Mise en place de 12 unités mobiles NEDEX; Mise en place de 12 unités mobiles
 Gestion des EEI

5.7.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 6 : Collecte

Sources	Question	Oui	Non
---------	----------	-----	-----

Collection

Document

final BMS7,
par. 83

6.1 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il collecté des ALPC? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.2]



6.1.1 Combien d'ALPC ont été collectées ? [Si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]



i) Première année de la période considérée (2020)

1179

ii) Deuxième année de la période considérée (2021)

1246

6.1.1.1 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC collectées ?

	6.1.1 ALPC collectées	
Année	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
6.1.1. ALPC collectées	1179	1246
6.1.1.1 Mesures prises		
a) Les armes ont été marquées		
b) Les armes ont été inscrites au registre	1179	1246
c) Les armes ont été détruites	1179	1246
d) Une demande de traçage a été émise		
e) Autres mesures : (veuillez préciser)		
f) Aucune mesure n'a été prise (les armes ont seulement été stockées)		

6.1.1.2 Si une ventilation plus détaillée des ALPC collectées est disponible, veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
a) Combien d'ALPC ont été saisis ?		
b) Combien d'ALPC ont été remises ?		
c) Combien d'ALPC ont été trouvées ?		

Document final BMS7, par. 83

6.1.1.3 Quelles mesures ont été prises pendant la période considérée concernant les ALPC saisis, remises ou trouvées pendant la période ? Veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	ALPC saisis		ALPC remises		ALPC trouvées	
	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
6.1.1.2. ALPC saisis / remises / trouvées						
6.1.1.3 Action taken						
a) Marked						
b) Recorded						
c) Destroyed						
d) Trace request issued						
e) Other action: [specify]						
f) Non action taken (only stored)						

6.1.1.4 Précisions (par exemple, type d'armes) [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Assistance internationale

Programme d'action III.6

6.2 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de collecte d'ALPC illicites ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.1]



6.2.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

- Appui au programme de sécurité communautaire - Appui à la collecte des données des armes saisis par les institutions en charge de l'application de la Loi - Appui à la sécurisation et au traitement des armes saisis

6.2.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 7 : Marquage et conservation des informations

Sources	Question	Oui	Non
	Marquage		
Instrument de traçage 8d	7.1 Votre pays prend-il des mesures pour s'assurer que toutes les ALPC dont disposent les forces armées et les forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.2] 7.1.1 Veuillez décrire les marquages appliqués aux stocks détenus par l'État. Le marquage se fait selon la codification arrêtée par la CEDEAO: au minimum, le marquage doit comporté les éléments suivants : Logo de la CEDEAO; le code iso du pays (CI), l'institution nationale utilisatrice de l'arme, le numéro de série Acquisition de 5 machines de marquage; Formation des équipes de marquage au sein de chaque Force. Les armes sont inventoriées, marquées et enregistrées dans une base de données électronique de chaque Force	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8c	7.1.2 Au moment de leur transfert à des civils ou à des sociétés privées sur votre territoire, les stocks de l'État sont-ils marqués pour indiquer que c'est votre pays qui les a transférés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marquage		
Instrument de traçage 8e	7.2 Votre pays encourage-t-il les fabricants d'ALPC à concevoir des dispositifs qui empêchent d'enlever ou d'altérer les marquages ? 7.2.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marquage		
Document final BMS7, par. 93	7.3 Dans sa pratique du marquage, votre pays tient-il compte de l'évolution des techniques de fabrication, de la technologie et des techniques de conception des ALPC (par exemple, les armes modulaires, l'utilisation de nouveaux matériaux et l'impression en 3D) ? 7.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (Il est également possible de télécharger un document annexe au chapitre 10) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Informations sur les pratiques nationales de marquage		
Instrument de traçage 31	7.4 En application du paragraphe 31 de l'Instrument international de traçage, les États fournissent les informations suivantes, qu'ils mettent à jour si besoin: a) pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et/ou le pays d'importation, le cas échéant Code iso de la Côte d'Ivoire (CI). le marquage se fait selon la codification admise au niveau de l'espace CEDEAO (voir section 4)		
Document final RevCon3 III.E.20	Ces informations doivent être communiquées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour qu'elle les incorpore dans ses bases de données (www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases).		

Conservation des informations

Programme d'action II.9 7.5 Votre pays dispose-t-il de normes et procédures concernant la tenue de registres pour toutes les ALPC marquées présentes sur son territoire ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.6]

7.5.1 Quelles informations concernant les ALPC sont conservées par l'État (ex: fabrication, courtage, licences d'importation ou d'exportation octroyées, ventes à d'autres États, armes détenues par des organismes d'État comme les forces armées, etc.) ?

- Elaboration de manuel de procédures d'enregistrement et de gestion des stocks d'armes et munitions - Mise en place d'un programme d'informatisation de la gestion des stocks d'armes par: • L'élaboration et l'édition des registres pour l'enregistrement et la gestion optimum des armes et munitions ; • L'acquisition et l'installation de serveurs et de logiciel de gestion des armes au sein de la Police, de la Gendarmerie et de l'Armée

Instrument de traçage 12a et b 7.5.2 Combien de temps le gouvernement conserve-t-il ces informations ? [Veuillez préciser]

N/A pour l'instant

Instrument de traçage 13 7.5.3 Les sociétés qui cessent leurs activités (de fabrication, d'importation ou d'exportation d'ALPC) sont-elles tenues de transférer au gouvernement tous les registres qu'elles détiennent ?

Assistance internationale

Programme d'action III.6 ; Instrument de traçage 27 7.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer ses capacités dans le domaine du marquage et/ou de la tenue de registres ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.1]

7.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

- Appui à l'achèvement du programme de mise en place des bases de données au sein des Forces - Appui à la mise en place d'une base de données centralisées pour les stocks nationaux

7.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 8 : Traçage international

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.10 ; Instrument de traçage 14 et 24 ; document final BMS7, par. 82	8.1 Votre pays dispose-t-il de procédures permettant de procéder au traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 25 et 31a	8.2 Quel est l'organisme public chargé de présenter une demande de traçage à un autre pays ? Comnat-ALPC, BCN Interpol, Justice		
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 17	8.3 Quels renseignements l'organisme désigné fait-il figurer dans une demande de traçage ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Les circonstances dans lesquelles l'ALPC a été trouvée	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Les motifs pour lesquels l'ALPC est considérée comme illégale ou illicite	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) L'usage prévu des informations demandées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Tout marquage sur l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Le type et le calibre de l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Autres renseignements :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Technologies de traçage			
Document final RevCon3 III.F.25	8.4 Votre pays a-t-il utilisé des technologies pour améliorer le traçage des ALPC illicites ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Coopération avec INTERPOL			
Programme d'action II.37; Instrument de traçage 33	8.5 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il coopéré avec INTERPOL en matière de traçage des ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assistance internationale			

Programme d'action III.9	8.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des procédures de traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 9.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.36 et III.6 ; Instrument de traçage 27	8.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin? - Formation des agences chargées de l'application de la Loi aux Frontières - Installation des outils d'Interpol (I-arms et I-24/7) - Appui à la mise en place des mécanismes et procédures de traçage		
	8.6.2 Votre pays a- t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 9 : Coopération et assistance internationales

Sources	Question	Oui	Non
	Assistance demandée, reçue ou fournie		
Programme d'action III.3 et 6 ; document final BMS7, par. 53 et 113	<p>9.1 Pendant la période considérée, outre l'assistance demandée ou reçue évoquée aux chapitres 2 à 8, votre pays a-t-il demandé, reçu ou fourni une assistance aux fins de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 10.1]</p> <p>9.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quels domaines (Cochez les cases correspondantes).</p> <p>a. Création ou désignation d'un mécanisme national de coordination ou d'un point de contact au niveau national, et plan d'action national</p> <p>a) Nature de l'assistance:</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance:</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:</p> <p>b. Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</p> <p>Reçu</p> <p>a) Nature de l'assistance:</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>Reçu</p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>Reçu</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance:</p> <p>Collecte d'armes au sein des communautés et appui à la réalisation des micro-projets communautaires en réponses au dépôt volontaire des ALPC; Destruction des armes.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

2 ans

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

Organisation ayant fourni l'assistance: Le Japon à travers le PNUD; L'Union Européenne à travers la CEDEAO et le PNUD Bénéficiaires: Gouvernement de Côte d'Ivoire à travers la Commission Nationale sur les ALPC (ComNat-ALPC)

c. Renforcement des capacités et formation

Reçu

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

Appui au personnel du Bureau Formation des Forces en charge de la Défense et de la Sécurité sur la destruction des armes, la gestion des stocks d'armes et munitions, la gestion des bases de données; Appui à la mise en place des structures déconcentrées de la Commission Nationale sur les ALPC Formations des acteurs locaux impliqués dans la lutte contre la prolifération des armes(membres du corps préfectoral; la Société civile, des leaders communautaires);

Appui en matériels informatiques, de Bureau et logiciels de gestion des données

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

2 ans

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

Organisation ayant fourni l'assistance: Le Japon à travers le PNUD; L'Union Européenne à travers la CEDEAO et le PNUD; UNMAS Bénéficiaires: Gouvernement de Côte d'Ivoire à travers la Commission Nationale sur les ALPC (ComNat-ALPC)

d. Application des lois

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

1 moi

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'assistance technique

e. Douanes et frontières

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

-

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

f. Recherche

Demandé

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Demandé

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

Etude sur la fabrication artisanale des armes

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

g. Questions relatives à la problématique femmes-hommes (femmes, hommes, filles et garçons)

- a) Nature de l'assistance:
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):
- c) Description de l'activité liée à l'assistance:
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

h. Sensibilisation

Reçu

- a) Nature de l'assistance:
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- Reçu**
- ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):
- c) Description de l'activité liée à l'assistance:
- Campagne de sensibilisation pour le dépôt volontaire des armes;
Sensibilisation des acteurs locaux sur la problématique des ALPC et la
Gouvernance locale de la sécurité**
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:
- 2 ans**
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

Organisation ayant fourni l'assistance: Le Japon à travers le PNUD; L'Union Européenne à travers la CEDEAO et le PNUD Bénéficiaires: Gouvernement de Côte d'Ivoire à travers la Commission Nationale sur les ALPC (ComNat-ALPC)

i. Criminalité organisée, trafic de drogues et terrorisme

- a) Nature de l'assistance:
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):
- c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

j. Autres :

Veillez préciser:

Autres activités réalisées: Marquage des armes des différentes Forces en charge de la Défense et de la Sécurité; Appui au démarrage du processus de marquage des armes dans 5 pays de la CEDAO; Mise en place de bases de données de gestion des armes marquées de la Police et de la Gendarmerie; Démarrage

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

Chapitre 10 : Informations relatives à la problématique femmes-hommes et informations complémentaires

Sources	Question	Oui	Non
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.1. Votre pays prend-il en considération la problématique femmes-hommes ? [Dans l'affirmative, cochez la case correspondante]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.1.1 Faire mieux comprendre les effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les hommes (formation, ateliers, analyse par sexe)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.74	10.1.2 Promouvoir la participation et la représentation réelles des femmes à la prise de décision et aux activités de planification et de mise en œuvre liés au Programme d'action, y compris leur participation aux commissions nationales sur les armes de petit calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BMS6.I.61	10.1.3 Envisager sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes qui tiennent compte des différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.4 Intégrer la problématique femmes-hommes dans les activités de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.5 Mettre en commun les données d'expérience, les enseignements tirés et les pratiques optimales s'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les mesures et programmes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.A.5.65	10.1.6 Veiller à ce que les autorités nationales compétentes en matière d'armes de petit calibre travaillent en coordination avec celles chargées de l'égalité des sexes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.7 Veiller à ce que les autorités nationales travaillent en coordination avec les groupes de femmes de la société civile en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.8. Others. Specify:		
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final BMS7, par. 74	10.2 Votre pays collecte-t-il des données ventilées par sexe, âge et handicap sur les ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10.2.1 Détails :		
Informations complémentaires - Principales difficultés rencontrées et possibilités offertes			
[ITI 31]	10.3 Avez-vous d'autres commentaires à faire sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment sur les principales difficultés rencontrées et les possibilités offertes liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument, ainsi que sur les lois, réglementations et procédures administratives nationales ?		

Renforcement du cadre législatif et réglementaire Marquage des armes détenues par les civils; Contrôle du trafic transfrontalier Contrôle la production artisanale ; Mise en place d'un Registre Central National;

a) Détails :

Document final BMS7, par. 51, 53, 83, 78, 93, 106, 107

b) Veuillez télécharger ou joindre tous fichiers supplémentaires, comprenant ou concernant éventuellement : des avis concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ; un plan d'action national ; des propositions de projets ; une liste des projets exécutés et des contributions financières fournies); les mesures prises en vue de renforcer la confiance et de promouvoir la transparence; les progrès accomplis au regard de l'indicateur 16.4.2; des informations et des initiatives relatives au genre ; des données d'expérience nationales sur les progrès récents de la conception et de la fabrication des armes légères et de petit calibre et des technologies connexes; l'évaluation des risques dans les procédures de contrôle des exportations d'armes; la réexportation non autorisée et le non-respect de certificats d'utilisateur final

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/CIV/2022/438146/Plan%20d%27action%20National%20PAN%202016%20-2020%20%20Juin%202015.pdf>